

EN FLANDRE, ON A ENREGISTRÉ DES SIGNES DE RADICALISATION EN MATERNELLE !

# Radicalisme : pas triste ce que vivent certains profs

## De quoi rendre fou un prof d'histoire ou de religion

**D**es signes de radicalisation chez des enfants d'une école maternelle de Renaix ! La révélation a frappé la Flandre de stupeur, lundi. Rien de tel n'a jamais été constaté dans une école maternelle de Wallonie et de Bruxelles... Ce qui ne signifie pas que ces problèmes de radicalisme n'empoisonnent pas la vie de certaines de nos écoles et de certains enseignants. Voici quelques exemples (très mal) vécut.

Une école de Renaix, en Flandre-Orientale, s'inquiète de signes de « radicalisation » islamiste chez des enfants de classes maternelles, ressort-il d'un rapport interne à l'école relayé par « De Morgen » et « Het Laatste Nieuws » lundi. Il s'agirait d'une première pour des enfants de cette tranche d'âge. Selon le rapport, les comportements problématiques observés consistaient en la récitation de versets du Coran durant la récré, l'absentéisme scolaire le vendredi pour des raisons religieuses ou le

refus de donner la main. Mais il est aussi question de menaces de mort à l'encontre de « non-croyants », d'enfants traités de « cochons » ou de gestes imitant

un égorgement. Si le bourgmestre de Renaix s'en inquiète, la direction de l'école nuance : il s'agit de 6 élèves sur plus de 300.

**RADICALISME AUSSI EN PRIMAIRE**  
Cela s'est-il déjà produit dans une école maternelle de Wallonie ou de Bruxelles ? Réponse négative donnée par l'administration de l'Enseignement. Mais cela ne signifie pas que nos écoles soient épargnées. Vous lirez ci-dessous que les équipes mobiles de la Fédération sont intervenues 73 fois l'an dernier (cinq fois dans des écoles primaires) pour des problèmes liés au radicalisme.

« Nous avons déjà dénoncé des comportements tels que des minutes de silence non respectées, suite à des attentats, des élèves qui refusent d'écouter une enseignante, car il s'agit d'une femme, ou de serrer la main aux filles », explique Roberto Galluccio, l'administrateur délégué du CPEONS, le réseau scolaire des communes et provinces. « L'élément positif : nous avons aujourd'hui une réponse plus rapide des autorités. C'est aussi cela qui a mené à la création du cours de citoyenneté et de philosophie. »

Nous avons recueilli hier le témoignage de plusieurs enseignants déjà confrontés à des problèmes

de radicalisme ou qui ont recueilli les confidences de collègues.

« Ce n'est pas toujours facile pour les profs d'histoire », nous confie un enseignant liégeois. « Ils ont les plus grandes difficultés avec des élèves de confession musulmane lorsqu'ils abordent le conflit israélo-palestinien. Ils ont le même souci

**En Wallonie, cela concerne surtout le secondaire, parfois le primaire**

avec des élèves originaires d'Afrique subsaharienne lorsqu'ils évoquent le génocide rwandais ou l'influence de la colonisation. Certains effacent carrément la matière de leur programme pour éviter des conflits. »

### CONSEILS VESTIMENTAIRES

Des directions conseillent leur tenue vestimentaire aux enseignants ou d'éviter de donner la main à des papas musulmans, histoire de ne pas vivre de situation gênante si certains de ceux-ci refusent leur main tendue. « On promeut l'hyper-prudence. On bouleverse parfois les horaires pour confier des classes problématiques

aux seuls enseignants masculins. » Un autre enseignant, bruxellois celui-ci, explique que les enfants (5<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> primaire) sont conditionnés à la maison pour ne pas répéter à l'école ce qu'ils entendent. « Ce que les parents demandent de ne pas répéter fait parfois froid dans

le dos. Cela peut être des réflexions déplacées par rapport à des attentats, mais pas seulement. Les enfants gaffent ou me le répètent car ils ont confiance en moi. »

### PROFS COURAGEUX

Si les attitudes militantes restent le fait d'une petite minorité d'élèves, précisons-le, la vie des enseignants est parfois bien empoisonnée. « Des profs de sciences sont confrontés à des élèves qui ne jurent que par le créationnisme (doctrine selon laquelle un ou plusieurs êtres divins sont les créateurs de la vie, NdR). Et si on cite le cas de profs de religion islamique qui refusent de serrer la main d'enseignantes, il faut rendre hommage à certains d'entre eux qui font preuve d'esprit critique et que rendent fous des élèves abrutis par la propagande familiale ou trouvée sur le web. Certains démontent patiemment ces discours ; d'autres préfèrent jeter l'éponge ! »

DIDIER SWYSEN

## Profs mieux formés, lien renforcé avec les familles

Des signes de radicalisation dans une école maternelle. L'information venue de Flandre ne laisse pas indifférente la ministre francophone de l'Éducation, Marie-Martine Schyns (cdH). Son cabinet réagit toutefois avec la plus grande des prudenances. « Il faut vraiment faire attention, au départ d'un exemple, à ne pas monter cette affaire en épingle pour laisser penser que ces phénomènes de radicalisation apparaîtraient de plus en plus tôt », réagit le porte-parole de la ministre. « À cet âge-là, ces gamins sont des éponges qui reproduisent sans comprendre ce qu'ils ont vu à la télé ou chez eux. C'est une forme de mimé-

tisme. C'est vrai, mais cela n'est pas vraiment rassurant ! Que prévoit la ministre pour lutter contre ces dérives ? Il y a les équipes mobiles promptes à soutenir les écoles qui le demandent. Il y a le numéro vert dont nous vous parlons ci-contre. « Au niveau maternel et primaire, dans les zones où l'on rencontre le plus de difficultés, il y a de l'emploi complémentaire qui est prévu (l'encadrement différencié) », reprend-on au cabinet de Marie-Martine Schyns. « Ces référents permettent aussi d'approfondir le lien entre les écoles et les familles (...) Le personnel des équipes mobiles a également été très bien formé pour ré-

pondre à ces problèmes de radicalisme. »

### FORMATION DES PROFS

Il y a aussi la formation continuée des enseignants qui prend cet aspect en compte. « Il y a effectivement une offre renforcée de formation continuée », précise le cabinet, « même si elle est plus large que les problèmes de radicalisme. Elle s'intéresse aux problèmes relationnels au sens large qui peuvent influencer les comportements entre jeunes. Aux problèmes de harcèlement et autres difficultés comportementales. » La ministre fait confiance aux écoles pour gérer ces situations, avec l'aide des

équipes mobiles le cas échéant.

### SEGEC : « RIEN ENTENDU »

Au Secrétariat général de l'enseignement catholique, la coupole qui chapeaute les écoles du réseau libre, on nous répond ne jamais avoir eu de retour par rapport à des situations de radicalisation dans les écoles. On est bien sûr, attentif à la problématique. « Le service juridique a rédigé une note en mars 2016, relative à la prévention et à la gestion des éventuelles situations de radicalisme. Elle donne une série de pistes », explique le porte-parole du Segec. ●

D.S.W.

**Année scolaire 2016/2017 - Statistiques des équipes mobiles**

# Radicalisme : 73 interventions dans nos écoles

« Au cours de l'année scolaire 2016-2017, les équipes mobiles sont intervenues 73 fois dans des écoles, en lien avec des problèmes de radicalisation : cinq de ces demandes d'aide concernaient une école fondamentale » précise Anne Hellemans, la directrice générale adjointe, « mais plutôt des classes de 6 primaire. Nous n'avons noté aucune intervention dans une école maternelle. »

Des statistiques plutôt stables par rapport à l'année précédente, 177 demandes d'intervention, 60 concernaient des inquiétudes vis-à-vis d'un élève. Cela fait deux ans que les équipes mobiles de la Fédération se soucient de la prévention à la radicalisation dans les écoles de Wallonie et de Bruxelles.

Un soutien bienvenu et claire-

ment expliqué dans la circulaire 6036 du 26 janvier 2017, intitulée « Prévention de la radicalisation menant à la violence au sein des établissements scolaires ». Les directions y trouvent les numéros de téléphone utiles, aussi les attitudes qui doivent interpellier les enseignants. L'élève s'isole-t-il dans l'école, coupe-t-il les ponts avec ses camarades de classe ? Fait-il l'apologie de ses idéaux et s'oppose-t-il à une société qui ne partage pas ses idéaux ? Vit-il avec une image de l'ennemi et proclame-t-il des menaces à l'encontre de cet ennemi ? A-t-il modifié son apparence extérieure de manière soudaine (tenue vestimentaire...) ? Etc.

**SURTOUT DE BRUXELLES**

Une majorité d'appels proviennent d'écoles bruxelloises, mais « cela dépend aussi de la faculté d'une direction à gérer une situation », reprend Anne Hellemans. « On va peut-être se montrer moins vite inquiet à Bruxelles que dans une école de la province de Luxembourg si on y repère un comportement différent de ce que les ensei-

gnants ont l'habitude d'y gérer. » Les équipes mobiles forment une cellule qui va suivre le jeune, créer du lien avec l'élève et avec sa famille, éviter le décrochage scolaire. « Si on pense qu'il y a danger,

que le jeune risque de partir en Syrie, par exemple, on peut contacter la police ou les services de l'Aide à la jeunesse », poursuit-elle. C'est ce

qui se passe dans une dizaine de dossiers chaque année.

## NUMÉRO VERT

Il existe aussi un numéro vert, gratuit et confidentiel, le 0800/111.72 (accessible à tous, professionnels comme privés, tous les jours de 8h à 18h sauf les dimanches et jours fériés). C'est celui du CAPREV, le Centre d'aide et de prise en charge des personnes concernées par le radicalisme et les extrémismes violents, créé en janvier dernier et qui a déjà reçu 237 coups de fil en six mois (126 de professionnels ne sachant pas, par exemple, comment gérer un jeune au discours polarisant). Le CAPREV assiste et accompagne par ailleurs une cinquantaine de jeunes. ●

**D.SW.**